



En Grèce, désormais sous tutelle budgétaire européenne, la résistance ne faiblit pas contre les plans d'austérité. Le 20 mai, des dizaines de milliers de manifestants ont encore défilé tandis que le pays comptait des millions de grévistes. Le 4 mai, une immense banderole avait été déployée sur l'Acropole, dominant Athènes, par des militants du parti communiste (KKE), à la barbe des autorités : « *peuples d'Europe, soulevez-vous !* ».

Les contradictions inhérentes à l'intégration économique se sont brutalement aiguës en quelques mois. S'ils ne maîtrisent pas nécessairement l'emballement de la crise, les dirigeants européens entendent profiter de celle-ci pour faire avancer deux objectifs. Film (inachevé) des événements, et analyse.

résumé

L'incendie qui menace la zone euro est parti de Grèce. Le 4 octobre 2009, le parti socialiste (Pasok) inflige une défaite retentissante à son adversaire de droite, la Nouvelle Démocratie, qui avait affiché la perspective de « rigueur ». Georges Papandréou (par ailleurs président de l'Internationale socialiste), lui, avait fait sa cam-

pagne sur un programme social et d'investissements publics. Il devient premier ministre.

Deux semaines plus tard, coup de théâtre : il « révèle » ce que nul n'ignorait en haut lieu : le déficit public n'est pas de 5 %, mais de 12,7 % (révisé ensuite à 13,6 %). Les dirigeants européens – allemands en tête – s'indignent, et rappellent que le pays avait

déjà « truqué » ses statistiques pour entrer dans la zone euro. Oubliée la campagne, place aux restrictions budgétaires, annonce M. Papandréou.

Mais le scénario bien huilé s'emballe. On pointe l'endettement considérable de la Grèce – 115 % du PIB. Un niveau pourtant pas plus élevé que celui de l'Italie ; quant au déficit, il est inférieur à celui de l'Irlande (14,1 %), et pourrait également être dépassé par celui du Royaume-Uni. Mais la Grèce semble désignée comme première cible. Les marchés financiers font grimper en flèche les taux auxquels le gouvernement hellénique doit emprunter. Semaine après semaine, la question devient lancinante : le pays pourra-t-il faire face à ses échéances de remboursement ?

11 février

Le 11 février, les chefs d'Etat de l'UE expriment leur « solidarité » avec la Grèce. Une « solidarité » dont la seule traduction concrète, à ce stade, est un appel au renforcement du plan de rigueur. Le 15, les

ministres de l'Economie des Vingt-sept ne sont guère plus précis : Berlin, en particulier, fait valoir que les traités européens interdisent toute aide communautaire à un pays en situation budgétaire difficile.

Les tensions vont alors monter. Les marchés « jouent » contre la Grèce. Parallèlement, le 9 mars, l'agence de notation américaine Fitch somme la France, le Royaume-Uni et l'Espagne d'« assainir » leurs propres finances publiques, sous peine de dégradation de leurs notations respectives. La campagne médiatique pointant les « dettes insoutenables » prend de l'ampleur. Le 24 mars, le cours de l'euro commence à faiblir, en passant sous la barre des 1,34 dollar (un niveau au demeurant extraordinairement élevé).

25 mars

Le 25 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement arrêtent finalement le principe d'un plan de « secours » à la Grèce. A ce moment, il est question de 30 milliards de prêts bilatéraux, plus 15 milliards qui seraient apportés par le FMI. L'arrivée de l'instance basée à

Washington désespère les européistes les plus fédéralistes, pour qui l'UE devrait pouvoir régler ses problèmes par ses propres moyens, et constitue une humiliation pour le président de la Banque centrale européenne (BCE) qui s'était véhémentement opposé à cette perspective.

Les équipes de la Commission européenne, de la BCE et du FMI multiplient les allers-retours à Athènes. Les finances du pays sont littéralement sous tutelle.

A ce moment, un conflit sous-jacent entre la France et l'Allemagne commence à transparaître : Paris craint qu'un éventuel défaut de paiement de la Grèce déstabilise les banques créancières, et se transforme de proche en proche en véritable « crise systémique ». Les établissements français et allemands, qui détiennent une part significative de titres grecs, sont les plus exposés (7,9 milliards pour la seule banque Hypo Real Estate, déjà sauvée du désastre en 2009 par la puissance publique ; 5 milliards pour la BNP, qui vient par ailleurs d'afficher 2,3 milliards de profits nets pour le seul premier trimestre...).

« Une bénédiction »

plus pressé se profile un agenda plus discret, qui ne vise nullement à résoudre la crise. A Bruxelles, Berlin et Paris, on sait faire preuve d'un bel opportunisme : la dite crise pourrait bien constituer une occasion inespérée pour avancer à marche forcée vers deux objectifs.

Deux objectifs

Le premier vise à opérer un transfert de richesses du monde du travail vers celui du capital. Les plans de super-austérité apparaissent à cet égard comme de formidables accélérateurs, pour peu qu'on convainque les peuples de leur prétendue nécessité. La crise grecque pourrait « changer le niveau d'acceptation » de la rigueur, confie-t-on à Bercy – manière de dire que des sacrifices pourraient être plus facilement acceptés après qu'on a agité le spectre hellénique.

En Grèce même, « la sinistrose n'a pas gagné les milieux d'affaires » remarque ingénument *Le Figaro* (2), qui cite le chef-économiste de la deuxième banque commerciale du pays : « cette cure forcée d'amaigrissement, imposée de l'extérieur, peut être considérée comme une bénédiction. Grâce à elle, l'Etat va avoir le courage de réaliser les indispensables réformes structurelles que les gouvernements successifs avaient toujours remises à plus tard », évoquant entre autres « les avantages inouïs » consentis aux salariés. Ses homologues du Medef ne doivent pas raisonner autrement.

« La crise est un nouveau tremplin pour l'Europe », estime pour sa part Christine Lagarde (3). L'économiste Daniel Cohen évoque même un « moment fondateur ». Sans doute l'un comme l'autre ont-ils également en tête un second objectif : obtenir un abandon de souveraineté qualitativement nouveau des Etats au bénéfice de l'Union. A cet égard, un thème apparaît de manière lancinante chez les responsables politiques de droite comme de gauche, et revient en boucle dans les grands médias : les difficultés de l'euro viennent du manque de « coordination » entre les politiques économiques des différents pays. Une monnaie unique, mais seize ministres des finances – n'est-ce pas quinze de trop ?

Du coup, la Commission européenne jubile. Depuis sa prise de fonction, le Commissaire aux Affaires économiques, le Finlandais Olli Rehn, travaille à un projet qui soumettrait plus étroitement chaque Etat-membre à la tutelle

budgétaire de Bruxelles. Dans une interview au quotidien allemand *Financial Times Deutschland* (4), il en a dévoilé la primeur : chaque capitale devrait soumettre son projet de Loi de finances à la Commission avant de le présenter à son propre parlement. Il s'agit de tirer les leçons de la crise grecque, argumente le Commissaire, en profitant des nouvelles dispositions du traité de Lisbonne.

La suggestion heurte si clairement les souverainetés qu'elle déclenche tout d'abord une levée de boucliers chez les ministres – seul, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker s'enthousiasme. Même à Berlin, où le poids des parlementaires n'est pas négligeable, on s'inquiète. Petit à petit cependant, l'idée fait son chemin. Mme Lagarde approuve « à titre personnel ». Malgré les divergences entre Paris et Berlin, les points de vue se rapprochent sur cette perspective d'inspiration fédérale. Nicolas Sarkozy donne en outre un gage majeur à l'Allemagne, en annonçant sa volonté de faire inscrire dans la constitution française, comme cela a été fait outre-Rhin, une obligation d'orthodoxie budgétaire. Une option qui vise *de facto* à interdire aux électeurs tout choix politique futur qui ne rentrerait pas dans le cadre européen.

Le ministre allemand, Wolfgang Schäuble, se dit immédiatement « honoré » que le modèle allemand fasse école, et propose ses « conseils » à la France. Les ministres des finances des Vingt-sept entament un travail sur la « gouvernance » de la zone euro, sous la houlette du président du Conseil européen, le Belge Herman Van Rompuy, lui-même ouvertement partisan d'une Europe fédérale. Même si le Royaume-Uni et la Suède, hors zone euro, continuent à renâcler, le menu se précise : contrôle communautaire des budgets nationaux, durcissement des sanctions financières, menaces de suspension de droit de vote.

Emervillé par des évolutions si rapides, l'économiste Elie Cohen résume ainsi l'état d'esprit actuel des élites européennes (5) : « la culture de la stabilité est en train de faire des progrès considérables à la faveur de la crise ».

A la faveur de la crise. Tout est dit.

P. L.

(1) Observatoire français des conjonctures économiques ; (2) 04/05/10
(3) *Le Monde*, 04/05/10 ; (4) 13/04/10 ; (5) *Arte-Info*, 21/05/10

analyse

« Aider la Grèce ». Jamais formule n'aura été aussi trompeuse : les dizaines de milliards qui seront empruntés par les Etats aux institutions financières et autres fonds de placement serviront exclusivement à garantir aux créanciers de la dette publique grecque qu'ils seront payés rubis sur l'ongle. Or ces créanciers dont on prend tant de soin sont précisément les banques et fonds qui seront sollicités pour prêter à nouveau. Bref, l'UE invite les Etats à emprunter aux banques... pour garantir le remboursement à ces dernières des emprunts grecs.

Il s'agit bien sûr de s'assurer que les établissements financiers ne perdront rien – mais amasseront au contraire de substantiels intérêts. Il s'agit également de ne pas créer un redoutable précédent : les riches créanciers doivent être payés, ça ne se discute pas. Pour autant, les dirigeants européens ont, pour la première fois, craint une « menace existentielle » sur la monnaie unique, selon les termes d'Angela Merkel. En quelques semaines, on est passé de l'inoxydable « l'euro nous protège » à « il faut sauver l'euro coûte que coûte ». Devant le Bundestag, la chancelière allemande a même tenu à alerter : « si l'euro tombe, l'Union européenne disparaît ». Ce qui n'est pas faux.

On en n'est certes pas là, mais les dirigeants européens font face à un redoutable paradoxe : les « solutions » qu'ils tentent d'imposer attisent en réalité les contradictions. A commencer par les plans visant à réduire drastiquement les dépenses publiques. Même certains économistes parmi les moins enclins à mettre en cause l'intégration européenne crient casse-cou. Les experts de l'OFCE (1) parlent même de démarche suicidaire.

Mis bout à bout – et aucun pays n'est épargné – ces plans constituent en effet un considérable potentiel de récession, et ce, au pire moment : la zone euro, qui sort d'une année 2009 marquée par une brutale chute d'activité (-4,1 %), se voyait déjà prédire pour 2010 le plus faible taux de croissance de la planète (0,9 %). Un surcroît d'austérité – moins de fonctionnaires, moins de pouvoir d'achat, moins d'investissements publics – c'est à coup sûr un plongeon de l'activité, une montée en flèche du chômage, un recul de recettes publiques, une pression accrue sur les régimes sociaux. Et, au final, des déséquilibres budgétaires... accrus.

Les maîtres de l'UE ne l'ignorent pas. Mais derrière la nécessité de parer au